

**Assemblée générale**

Distr. générale

25 juillet 2013

Original: français

Conseil des droits de l'homme**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-sixième session,
29 avril-3 mai 2013**

N° 1/2013 (Tunisie)**Communication adressée au Gouvernement le 3 octobre 2012****Concernant Abdelwaheb Abdallah****Le Gouvernement n'a pas répondu.****L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a adressé la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer une base légale quelconque qui la justifie (comme le maintien en détention d'une personne au-delà de l'exécution de la peine ou malgré une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en outre, en ce qui concerne les États parties, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de réexamen ou de recours administratif ou judiciaire (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Le cas ci-dessous a été soumis au Groupe de travail sur la détention arbitraire dans les termes suivants:

4. M. Abdelwaheb Abdallah, tunisien, né à Monastir le 14 février 1940, a été ancien ambassadeur de la Tunisie au Royaume-Uni et en Irlande entre 1988 et 1991. À son retour à Tunis, il a été nommé Ministre conseiller, porte-parole de la Présidence. Durant cette période, il était chargé de la communication. Il a quitté ses responsabilités dans le domaine de la communication, le 7 novembre 2003. Entre novembre 2003 et août 2005, M. Abdallah a gardé son poste de Ministre conseiller. En août 2005, M. Abdallah a été nommé Ministre des affaires étrangères, poste qu'il a occupé jusqu'en janvier 2010, date à laquelle il a été nommé Ministre conseiller à la Présidence et ce jusqu'au 11 janvier 2011, jour de son éviction.

Concernant la détention préventive dans l'affaire du financement du Rassemblement constitutionnel démocratique (numéro 19855/5)

5. Le 10 mars 2011, M. Abdallah a été mis en détention préventive sur un ordre du Ministre de l'intérieur dans le cadre de l'affaire du financement du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) et ce sans commission rogatoire de la part du juge d'instruction chargé du dossier et avant même d'être interrogé par un juge d'instruction.

6. Le 11 mars 2011, M. Abdallah a été présenté au Procureur de la République et au juge d'instruction du tribunal de première instance de Tunis. Tous deux ont refusé de l'interroger étant donné qu'ils ne l'avaient ni assigné ni convoqué. Une instruction a été officiellement ouverte le lendemain, le 12 mars 2011, et annoncée dans les médias. Tandis qu'une présence médiatique était organisée, M. Abdallah a été convoqué au palais de justice pour être entendu par le juge d'instruction le 16 mars 2011 dans l'affaire de «détournement d'argent par le biais et au profit du parti RCD» et de «collecte de fonds auprès de particuliers et d'entreprises pour financer ses activités».

7. Le 23 avril 2012, le juge d'instruction a estimé qu'il n'y avait pas lieu de poursuite dans cette affaire, sur la base d'une expertise judiciaire ayant démontré que M. Abdallah n'avait aucun lien avec cette affaire. Ensuite, cette conclusion a été confirmée par la chambre d'accusation le 23 mai 2012.

8. M. Abdallah est resté 14 mois en détention préventive dans cette affaire, soit plus que la limite légale maximale prévue par l'article 85 du Code de procédure pénale. D'après la source, M. Abdallah aurait dû être mis en liberté provisoire en attendant les résultats de l'expertise d'autant que la plupart des accusés dans cette affaire étaient en liberté en

attendant les résultats de l'expertise et sachant que cette décision avait fait l'objet d'un pourvoi en cassation par le ministère public qui ne l'approuvait pas. Ses demandes de libération provisoire ont été refusées à plusieurs reprises.

Concernant la détention préventive depuis le 24 juin 2011 dans l'affaire Cactus (numéro 20303/1)

9. Le 24 juin 2011, M. Abdallah a été assigné à détention préventive dans une autre affaire numéro 20303/1 (l'affaire dite Cactus). Cette affaire fait suite à une plainte de l'Établissement de la télévision tunisienne concernant des infractions présumées de la loi dans le cadre des différents travaux et contrats réalisés conjointement avec la société de production privée Cactus Productions.

10. M. Abdallah est accusé de complicité au sens de l'article 96 du Code pénal alors qu'il n'a aucun lien avec l'affaire puisque l'Établissement de la télévision tunisienne, plaignant dans cette affaire, ne cite même pas son nom dans la liste des personnes contre lesquelles elle a porté plainte.

11. D'après la source, le nom de M. Abdallah a été ajouté à cette affaire sur la base d'une remarque manuscrite transmettant les instructions de l'ancien Président de la République concernant le changement de l'intitulé d'un projet de programme télévisé qui n'a même jamais été réalisé. Cette remarque manuscrite, qui ne constitue pas un crime ni un délit, serait le seul élément invoqué pour justifier sa poursuite dans cette affaire puis sa mise en détention préventive. Il n'existerait aucune autre justification légale.

12. Dans cette affaire, le juge d'instruction a décerné le 24 juin 2011 un mandat de dépôt contre M. Abdallah sans l'avoir interrogé et ce en violation de l'article 80 du Code de procédure pénale qui prévoit que «[a]près interrogatoire de l'inculpé, le juge d'instruction peut sur conclusions du Procureur de la République, décerner un mandat de dépôt si le fait emporte une peine d'emprisonnement ou une peine plus grave». D'après la source, le procès-verbal de l'interrogatoire de M. Abdallah montre que les deux conditions précitées, à savoir son interrogation et la prise de l'avis du Procureur de la République n'ont pas été respectées.

13. Le 24 juin 2011, le doyen des juges d'instruction du tribunal de première instance de Tunis a décerné un mandat de dépôt contre M. Abdallah sans l'avoir interrogé. La décision concernant sa mise en détention préventive a été prise en l'absence de son avocat et sans écouter ses arguments, sans même jauger les preuves à charge et à décharge et sans lui donner la possibilité de s'expliquer ou de reconnaître les faits comme le prévoit l'article 69 du Code de procédure pénale.

14. M. Abdallah a été interrogé le 1^{er} juillet 2011. Le juge d'instruction a systématiquement refusé les demandes successives de libération qui lui ont été soumises par la suite. Dans le même temps, tous les principaux accusés dans cette affaire, suspectés d'avoir causé un préjudice financier à l'Établissement de la télévision tunisienne ou d'avoir touché des bénéfices illégaux, ont été laissés en liberté provisoire.

15. De même, la source soutient qu'il s'agit d'une privation arbitraire de liberté car les conditions de la détention provisoire prévues par l'article 85 du Code de procédure pénale ne sont pas respectées. M. Abdallah n'a aucun lien avec le plaignant ou les co-accusés et il n'est pas en mesure de commettre de nouveaux crimes ou délits en lien avec cette affaire. Il n'est pas non plus en mesure d'empêcher le bon déroulement de l'instruction puisque les deux expertises judiciaires effectuées dans le dossier, ont déjà montré qu'il n'avait aucun lien avec l'affaire.

16. De surcroît, le juge d'instruction a refusé les demandes successives de libération et a même prolongé à deux reprises sa détention préventive en se rattachant à la seule remarque manuscrite faite par M. Abdallah. Le juge d'instruction n'a pas pris en

considération les preuves à décharge dans le dossier que constituent deux expertises citées plus haut et plus de 30 témoignages et interrogatoires disculpant M. Abdallah. Il s'agit, d'après la source, d'une violation de l'article 53 du Code de procédure pénale qui prévoit que le juge d'instruction est tenu de prendre en compte les preuves à charge et à décharge.

17. Alors que M. Abdallah était en détention préventive depuis plus d'une année, le juge d'instruction a ordonné une troisième expertise. Dans cette affaire, M. Abdallah, accusé de complicité, est le seul accusé en détention préventive alors que les auteurs principaux sont en liberté provisoire. D'après la source, sa détention préventive contrevient au principe de l'égalité devant la loi, reconnu au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux dispositions prévues au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte qui exigent que tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale doit être jugé dans un délai raisonnable ou libéré, et à celles du paragraphe 3 c de l'article 14 selon lesquelles toute personne accusée doit être jugée sans retard excessif.

18. Enfin, la source souligne que M. Abdallah fait l'objet d'autres mesures intrusives depuis son arrestation. Il s'est vu confisquer tous ses biens meubles et immeubles, de même que sa pension de retraite, sans qu'aucune décision de justice n'ait été rendue à son encontre, et ce en l'absence de toute possibilité de faire appel contre de telles mesures.

Réponse du Gouvernement

19. Le Groupe de travail a saisi le Gouvernement par lettre datée du 3 octobre 2012 pour recueillir ses observations sur les allégations susmentionnées. Non seulement ce dernier n'a pas répondu dans le délai qui lui était imparti, mais il n'a pas non plus sollicité sa prorogation, comme l'y autorisent les dispositions du paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail. Dans ces conditions, ce dernier s'estime fondé à rendre un avis sur la base des informations dont il dispose.

Délibération

20. Le Groupe de travail note pour le regretter que, depuis sept mois, aucune réaction du Gouvernement n'a été enregistrée pour une affaire dont les allégations sont particulièrement graves. Elles le sont d'autant plus que la Tunisie, qui traverse une période difficile de son histoire depuis les événements de janvier 2011, doit s'inscrire résolument dans la voie de la démocratie, du respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

21. Dans le cas d'espèce, M. Abdallah fait l'objet de deux procédures différentes. Dans la première dite «l'Affaire du Rassemblement Constitutionnel Démocratique» (RCD), les allégations se résument à une arrestation et une détention sans aucun mandat, au fait qu'il a continué à être détenu malgré une décision de mise en liberté provisoire rendue par le juge d'instruction confirmée par la chambre d'accusation alors que la plupart des co-inculpés ont été libérés.

22. Dans la deuxième affaire dite «Cactus», il a été placé sous mandat de dépôt le 24 juin 2011. La source soutient que M. Abdallah n'a été poursuivi comme complice dans cette affaire que parce que son nom a été ajouté à la main à la liste des personnes poursuivies. Elle ajoute que, non seulement les faits pour lesquels il est poursuivi ne constituent pas une infraction à la loi pénale, mais que tous les auteurs principaux ont été mis en liberté provisoire, ce qui constitue une discrimination et surtout, le juge d'instruction n'a pas instruit à décharge.

23. Ces allégations, qui ne sont pas contestées, violent les dispositions des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que les paragraphes 1, 2, et 3 e de l'article 14 du Pacte et contreviennent aux catégories I et III des méthodes de travail du Groupe de travail.

Avis et recommandations

24. Au vu de ce qui précède, le Groupe de travail considère que la détention de M. Abdallah est arbitraire, contraire aux dispositions précitées et relève des catégories I et III des méthodes de travail du Groupe de travail. Il prie en conséquence le Gouvernement de bien vouloir procéder à la libération immédiate de l'intéressé, d'envisager la réparation de son préjudice, de se conformer à ses engagements internationaux en matière de respect des droits de l'homme, et de mieux coopérer à l'avenir avec le Groupe de Travail, comme l'y invitent les résolutions du Conseil des droits de l'homme en la matière.

[Adopté le 30 avril 2013]
